



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/38/292
S/15862
11 juillet 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Points 62 et 66 de la liste préliminaire*
DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA
DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT
DE LA SECURITE INTERNATIONALE

UN LIBRARY
JUL 18 1983
UN/SA COLLECTION

CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

Lettre datée du 8 juillet 1983, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes
soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du communiqué publié à l'issue de la réunion des chefs de parti et de gouvernement de la République démocratique allemande, de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire hongroise, de la République populaire de Pologne, de la République socialiste de Roumanie, de la République socialiste tchécoslovaque et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, qui s'est tenue à Moscou le 28 juin 1983.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du communiqué relatif à cette réunion, de même celui de la déclaration commune, comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 62 et 66 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

(Signé) O. TROYANOVSKY

* A/38/50/Rev.1.

ANNEXE

REUNION DE MOSCOU

Les chefs de parti et de gouvernement de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire de Hongrie, de la République démocratique allemande, de la République populaire de Pologne, de la République socialiste de Roumanie, de la République socialiste de Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques se sont réunis à Moscou, le 28 juin 1983.

Ont participé à cette réunion : au nom de la République démocratique allemande : Erich Honecker, secrétaire général du Comité central du parti socialiste unifié d'Allemagne, président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande, chef de la délégation; Willi Stoph, membre du Bureau politique du Comité central du parti socialiste unifié d'Allemagne, président du Conseil des ministres de la République démocratique allemande; Heinz Hoffmann, membre du Bureau politique du Comité central du parti socialiste unifié d'Allemagne et ministre de la défense nationale de la République démocratique allemande; Oskar Fischer, membre du Comité central du parti socialiste unifié d'Allemagne, ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande;

Au nom de la République populaire de Bulgarie : Todor Jivkov, secrétaire général du Comité central du parti communiste bulgare, président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie, chef de la délégation; Gricha Philipov, membre du Bureau politique du Comité central du parti communiste bulgare, président du Conseil des ministres de la République populaire de Bulgarie; Dobri Djurov, membre du Bureau politique du Comité central du parti communiste bulgare, ministre de la défense nationale de la République populaire de Bulgarie; Petur Mladenov, membre du Bureau politique du Comité central du parti communiste bulgare, ministre des affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie;

Au nom de la République populaire hongroise : Janos Kadar, premier secrétaire du Comité central du parti socialiste ouvrier hongrois, chef de la délégation; György Lazar, membre du Bureau politique du Comité central du parti socialiste ouvrier hongrois, président du Conseil des ministres de la République populaire hongroise; Frigyes Puja, membre du Comité central du parti socialiste ouvrier hongrois, ministre des affaires étrangères de la République populaire hongroise et Karoly Csémi, membre du Comité central du parti socialiste ouvrier hongrois, secrétaire d'Etat au Ministère de la défense de la République populaire hongroise;

Au nom de la République populaire de Pologne : Wojciech Jaruzelski, premier secrétaire du Comité central du parti ouvrier polonais unifié, président du Conseil des ministres de la République populaire de Pologne, chef de la délégation; Jozef Czyrek, membre du Bureau politique, secrétaire du Comité central du parti ouvrier polonais unifié; Stefan Olszowski, membre du Bureau politique du Comité central du parti ouvrier polonais unifié, ministre des affaires étrangères de la République populaire de Pologne; Florian Siwicki, candidat au Bureau politique du Comité central du parti ouvrier polonais unifié et vice-ministre de la défense nationale, chef d'état-major de l'armée polonaise;

Au nom de la République socialiste de Roumanie : Nicolae Ceausescu, secrétaire général du parti communiste roumain, président de la République socialiste de Roumanie, chef de la délégation; Constantin Dascalescu, membre du Comité politique exécutif du Comité central du parti communiste roumain, premier ministre du Gouvernement de la République socialiste de Roumanie; Constantin Olteanu, membre du Comité politique exécutif du Comité central du parti communiste roumain, ministre de la défense nationale de la République socialiste de Roumanie; Miu Dobrescu, candidat au Comité politique exécutif du Comité central du parti communiste roumain, secrétaire du Comité central du parti communiste roumain; Stefan Andrei, candidat au Comité politique exécutif du Comité central du parti communiste roumain, ministre des affaires étrangères de la République socialiste de Roumanie;

Au nom de la République socialiste tchécoslovaque : Gustav Husak, secrétaire général du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, président de la République socialiste Tchécoslovaque, chef de la délégation; Lioubomir Strougal, membre du Présidium du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, président du Gouvernement de la République socialiste Tchécoslovaque; Vasil Bilak, membre du Présidium du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, secrétaire du Comité central du parti communiste tchécoslovaque; Bohuslav Chnoupek, membre du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, ministre des affaires étrangères de la République socialiste Tchécoslovaque; Martin Dzur, membre du Comité central du parti communiste tchécoslovaque, ministre de la défense nationale de la République socialiste de Tchécoslovaque;

Au nom de l'Union des Républiques socialistes soviétiques : Y. V. Andropov, secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, président du Présidium du Soviet Suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, chef de la délégation; N. A. Tikhonov, membre du Bureau politique du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, président du Conseil des ministres de l'URSS; A. A. Gromyko, membre du Bureau politique du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, premier vice-président du Conseil des ministres de l'URSS, ministre des affaires étrangères de l'URSS; D. F. Ustinov, membre du Bureau politique du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, ministre de la défense de l'URSS.

Les participants à la réunion ont procédé à un échange de vues sur l'évolution de la situation internationale et adopté la déclaration commune ci-après.

DECLARATION COMMUNE

Les participants à la réunion, ayant examiné conjointement la situation qui prévaut actuellement en Europe et dans le monde, expriment, au nom de leurs Etats socialistes respectifs, leur préoccupation devant l'aggravation constante des tensions, la déstabilisation continue des relations entre les Etats et la menace croissante d'une guerre nucléaire avec les conséquences catastrophiques qu'elle implique. Ils estiment nécessaire d'appeler l'attention de tous les pays et de tous les peuples sur ces dangers.

Les participants à la réunion ont réaffirmé les points de vue et conclusions concernant l'évolution de la conjoncture internationale, contenus dans la

Déclaration politique que le Comité consultatif politique des Etats parties au Traité de Varsovie a adoptée le 5 janvier 1983 lors de sa réunion de Prague.

Il s'agit d'une part du fait que les peuples, les forces progressistes et pacifiques sont de plus en plus déterminés à mettre fin à la course aux armements, à amorcer le désarmement, en particulier nucléaire, à promouvoir le développement de tous les Etats sur une base égalitaire, dans le respect de la souveraineté et de l'indépendance nationales et dans un climat de coopération, de sécurité et de paix.

Il s'agit d'autre part des facteurs négatifs évoqués dans la Déclaration politique de Prague, qui influent sur l'état des relations internationales et provoquent une aggravation de la situation. Depuis quelque temps, ces facteurs se manifestent avec encore plus de force.

La course aux armements a atteint des proportions sans précédent. Les Etats-Unis et certains de leurs alliés ne cherchent même pas à dissimuler le fait que leur politique vise à leur donner la supériorité militaire. Des préparatifs ont lieu actuellement en vue d'installer des bases dans certains pays d'Europe occidentale membres de l'OTAN, où seraient déployés les nouveaux missiles nucléaires américains à portée intermédiaire. Des programmes prévoyant la production et le déploiement de nouveaux vecteurs nucléaires stratégiques lancés à partir de bases terrestres, par mer ou par air, sont en cours de réalisation. On met au point des systèmes d'armes spatiales capables d'atteindre des objectifs situés dans l'espace extra-atmosphérique et sur la Terre. On crée des systèmes d'armes classiques reposant sur des principes entièrement nouveaux, se rapprochant, par leurs caractéristiques techniques des armes de destruction massive. Les budgets militaires augmentent en flèche, imposant aux peuples une lourde charge.

Dans ces conditions, les participants à la réunion expriment leur inquiétude devant l'absence de progrès dans les négociations sur la limitation et la réduction des armements. Ils pensent en l'occurrence aux entretiens de Genève sur la limitation des armements nucléaires en Europe et sur la limitation et la réduction des armes stratégiques, aux travaux du Comité du désarmement de Genève et aux entretiens de Vienne sur la réduction mutuelle de forces et d'armements en Europe centrale.

Les participants à la réunion attirent également l'attention sur le fait que, tout en encourageant la course aux armements, certains Etats prétendent publiquement vouloir faire preuve de souplesse dans les négociations sur leur limitation et leur réduction et avancent l'argument spécieux selon lequel le renforcement de la puissance militaire pourrait servir les intérêts de la paix et de la sécurité des peuples. Les Etats représentés à la réunion récusent fermement cette politique.

Le durcissement de la politique impérialiste reposant sur la force et le diktat, la confrontation entre les Etats, la consolidation ou la nouvelle répartition des sphères d'influence et la multiplication des actes d'agression perpétrés par l'impérialisme ne peuvent que conduire à une détérioration croissante de la situation internationale. Les tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats socialistes et de nombreux autres Etats sont de plus en plus

nombreuses, des liens économiques mutuellement bénéfiques sont rompus, on lance des campagnes hostiles contre les pays socialistes, on emploie d'autres moyens de pression encore. Dans diverses régions du monde, les crises et les conflits existants vont s'aggravant et de nouveaux foyers de tension militaire apparaissent, cependant que le risque de les voir s'étendre ne cesse de grandir. On mène des guerres non déclarées contre de nombreux Etats indépendants et de plus en plus de pays voient s'installer sur leur territoire des troupes étrangères qui ne servent pas leurs intérêts nationaux. On rejette les revendications légitimes concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial et les écarts s'accroissent entre les niveaux de développement économique des pays.

Tout cela va foncièrement à l'encontre des aspirations et des intérêts fondamentaux des peuples d'Europe et du monde entier, tels qu'ils s'expriment sans ambiguïté aucune dans les nombreuses manifestations contre la guerre où les masses demandent que soit respecté le droit des nations et des hommes à vivre librement et dignement dans la paix, ainsi que dans les déclarations de parlementaires, de scientifiques, de médecins et de représentants de groupements sociaux devant diverses tribunes internationales telles que l'Assemblée mondiale "Pour la paix et la vie, contre la guerre nucléaire", qui s'est tenue récemment à Prague.

Les participants à la réunion estiment que devant la situation actuelle, tous les gouvernements et tous les peuples sont amenés à s'interroger sur la façon d'infléchir le cours dangereux des événements et d'éviter que le monde glisse vers la catastrophe. Dans la Déclaration politique adoptée à Prague, le 5 janvier 1983, les Etats socialistes représentés à la réunion de Moscou proposent un vaste programme d'action visant à désamorcer les tensions internationales et à écarter les risques de guerre.

Ils réaffirment ici l'opportunité et l'efficacité d'un tel programme et s'élèvent à nouveau contre toute rivalité dans le domaine des armes nucléaires quelles qu'elles soient et plus généralement contre toute compétition dans le domaine militaire. Ils se disent profondément convaincus qu'aucun problème international, y compris la lutte historique entre le socialisme et le capitalisme, ne peut être résolu par la voie militaire.

Etant donné la situation actuelle, il importe de prendre d'urgence des mesures susceptibles d'écarter les risques de guerre et d'inverser le cours des événements internationaux dans le sens de la détente et de l'assainissement des relations entre Etats.

Les participants à la réunion considèrent que la nécessité de mettre fin au plus tôt à la course aux armements et d'amorcer le désarmement, en particulier dans le domaine nucléaire, est l'une des questions clefs de notre temps; ils estiment qu'il ne faut ménager aucun effort pour parvenir à ces objectifs cruciaux, pour préserver la paix, la civilisation et la vie sur la terre. Ils se déclarent prêts à faire tout ce qui est en leur pouvoir afin de résoudre ces questions par la voie de la négociation.

Ecarter la menace d'une catastrophe nucléaire sur le continent européen revêt à cet égard une importance capitale. Désireux d'éliminer complètement en Europe les armes nucléaires tactiques et de moyenne portée, les participants à la réunion estiment qu'il faut pour le moins parvenir à un accord qui interdise le déploiement de nouveaux missiles nucléaires américains dans les pays d'Europe occidentale et qui prévoie la réduction nécessaire des armes de moyenne portée implantées en Europe pour qu'il y ait parité minimale. La conclusion d'un tel accord sera possible si les deux parties, faisant preuve de volonté politique et de compréhension mutuelle obéissent à un souci généreux de paix et de sécurité. C'est précisément dans cet esprit que les Etats représentés à la réunion abordent les négociations de Genève sur la réduction des armements nucléaires en Europe.

Les participants, à la réunion, appuient sans réserve les propositions soviétiques visant à limiter équitablement les stocks actuels d'armes nucléaires de moyenne portée. Ils demandent instamment qu'aucun effort ne soit ménagé pour que les négociations aboutissent, cette année, à un accord fondé sur des propositions acceptables par les deux parties, concernant la non-implantation en Europe de nouveaux missiles nucléaires de moyenne portée et la réduction des armes de moyenne portée existantes.

Ils sont convaincus que, si les deux parties respectent rigoureusement le principe de l'égalité et de la sécurité égale, les négociations sur la limitation et la réduction des armements stratégiques pourront s'engager dans une voie positive et permettront de parvenir à un accord mutuellement acceptable, répondant aux intérêts du renforcement de la paix générale.

Ils considèrent qu'il est indispensable d'entamer sans tarder des négociations sur l'interdiction de placer des armes de tous types dans l'espace extra-atmosphérique et d'écarter la possibilité d'une extension de la course aux armements à l'espace.

Les participants à la rencontre expriment leur conviction que, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité des peuples, il faut :

Que toutes les puissances nucléaires, en particulier l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique, gèlent immédiatement la production et le déploiement des armes nucléaires;

Que les puissances nucléaires qui ne l'ont pas encore fait prennent l'engagement de ne pas utiliser en premier l'arme nucléaire.

Les Etats participant à la rencontre adressent un nouvel appel aux Etats membres de l'OTAN pour entreprendre sans délai des négociations directes en vue de conclure un accord selon lequel ils n'augmenteraient pas leurs dépenses militaires à compter du 1er janvier 1984 et prendraient ensuite des mesures concrètes pour les réduire pratiquement dans des conditions de réciprocité, les ressources ainsi libérées étant utilisées pour le développement économique et social, notamment des pays en développement. Ils formulent l'espoir que les Etats membres de l'OTAN entendront cet appel.

Ils espèrent également que les Etats membres de l'OTAN accepteront d'entamer un examen pratique de la proposition concernant un accord sur le non-recours mutuel à la force militaire et le maintien des relations pacifiques entre les Etats parties au Traité de Varsovie et les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord, qui serait ouvert à la signature de tous les Etats du monde.

Les Etats représentés à la rencontre se prononcent de nouveau pour la mise en oeuvre des propositions concernant la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans le nord de l'Europe, dans les Balkans et dans d'autres parties du continent européen et pour l'ouverture de négociations sur ces questions.

On a souligné l'importance et la nécessité de faire aboutir au plus vite la Conférence de Madrid à une conclusion positive, conforme aux espoirs des peuples européens et de pouvoir ainsi convoquer une conférence sur les mesures propres à accroître la confiance et sur la sécurité et le désarmement en Europe, qui ferait suite au processus multilatéral entamé à Helsinki. Ce serait une contribution importante à la consolidation de la politique de paix, de détente et de coopération.

Pour parvenir à un accord concret sur les questions d'actualité dans le domaine de la cessation de la course aux armements et de l'assainissement du climat international, il importe de ne pas ménager ses efforts, de mener des négociations dans un esprit réaliste et constructif, de prendre des mesures qui contribuent à créer un climat propice et de s'abstenir de toute action qui risquerait de compliquer ces questions.

Les Etats représentés à la rencontre réaffirment avec la plus grande vigueur qu'ils sont hostiles à toute action qui se traduirait par l'extension de la zone d'influence de l'OTAN ou par la création d'un nouveau groupe politico-militaire. Ils déclarent pour leur part qu'ils ne cherchent pas à étendre la zone d'influence de leur alliance et qu'ils n'ont l'intention de prendre aucune mesure en ce sens.

Soucieux de l'intérêt de la paix et de leur propre sécurité, les Etats participants déclarent qu'ils ne toléreront en aucun cas une supériorité militaire sur eux. Ils se prononcent résolument pour l'équilibre des forces au niveau le plus bas. A cet égard, ils appellent l'attention sur la position définie par les organes gouvernementaux les plus élevés sur cette question.

Ils réaffirment également leur position de principe concernant l'inviolabilité des réalités territoriales et politiques de l'Europe contemporaine.

Les Etats représentés à la rencontre ont la ferme conviction que la paix ne saurait être renforcée par la course aux armements. Ils sont résolument opposés à l'intensification de celle-ci. Seules la limitation, la réduction et la destruction des armements et des mesures débouchant sur le désarmement général et complet sous un strict contrôle international peuvent apporter à l'humanité une paix sûre et durable.

Dans l'Acte final de Helsinki, 35 Etats qui ont participé à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe se sont solennellement engagés à faire de la détente un processus à la fois continu et de plus en plus viable et

omnidirectionnel, qui soit universel dans sa portée. Ils ont unanimement proclamé leur volonté d'instaurer entre eux des relations meilleures et plus étroites dans tous les domaines et, partant, de surmonter les oppositions découlant de leurs relations passées et de parvenir à une meilleure compréhension mutuelle.

Guidés par l'esprit et la lettre de ces nobles obligations, les Etats parties continueront à développer leurs relations avec les autres Etats sur la base de la coexistence pacifique. Ils exhortent les pays d'Europe à tout faire pour écarter la menace nucléaire de l'Europe, pour faire de l'Europe un continent de paix, exempt d'armes nucléaires, aussi bien de moyenne portée que tactiques, un continent où tous les Etats coopéreraient sur la base de la pleine égalité et du respect mutuel, dans l'intérêt du progrès et du bien-être des peuples, de la paix, de la compréhension mutuelle et de la sécurité en Europe et dans le monde entier.

Ils adressent un appel pressant aux Etats parties de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et à tous les Etats du monde pour qu'ils considèrent sobrement et objectivement les tendances dangereuses de l'évolution actuelle de la situation internationale et qu'ils en tirent les conclusions raisonnables, conformes aux intérêts les plus profonds de l'humanité.

Ils se déclarent disposés à unir leurs efforts à ceux de tous les pays, quel que soit leur système socio-politique, de tous ceux qui oeuvrent pour le renforcement de la paix et de la sécurité internationales, en vue de prendre des mesures concrètes permettant d'écarter le pire. Il importe de ne pas perdre de temps.
